

Réflexions durables (à statut précaire)

Le développement durable est entré dans le langage des acteurs et des opérateurs : effet de mode ? Argument de vente ? Concession purement formelle à une pression environnementale de plus en plus forte ? Amorce d'un changement, d'une conversion ou plutôt d'une reconversion, significative et durable ?

Dans le débat nous pouvons distinguer plusieurs visions plus ou moins antagonistes du développement économique durable :

I. **Une vision économiste technologiste** pouvant abriter des conceptions libérales et financières, mais aussi une vision de la croissance sous-tendue par un marxisme scolastique sommaire. Pour les uns, les solutions technologiques existent déjà. Pour les autres, chaque époque, en fonction des problèmes qui se posent et de l'état du développement des forces productives, trouvent les solutions au moment nécessaire. L'enfouissement du CO², les solutions inéluctables (mais encore introuvables) au traitement des déchets nucléaires, la voiture électrique, le biocarburant constituent des solutions actuelles ou potentielles qui permettent de ne rien changer ou de changer à la marge (chez les chinois peut être). Produire pour gagner plus, produire pour nourrir le progrès social constituent des objectifs sans frein ni limites.

II. Le scénario de la décroissance

A l'opposé, les partisans de la décroissance considèrent que la croissance de la population et que le développement de l'activité humaine constituent une menace. Le danger n'est pas situé politiquement : la recherche de la croissance pour nourrir une population surabondante participe de la même façon que le capitalisme financier à la destruction de la planète, ou plutôt de la vie humaine sur la planète. Selon eux nous sommes prêts de franchir un seuil irréversible, ce seuil est peut être déjà franchi. Une seule solution : le changement radical des modes de vie et de production ainsi qu'une politique ultra stricte de limitation des transports. Pourquoi ne pas rationner les droits au déplacement ? En tout cas réorganiser la vie et la production pour limiter radicalement la circulation des biens et des personnes. Repenser l'urbanisme, l'habitat, les modes de déplacements en fonction de la contrainte environnementale.

Recadrer bien sûr les projets scientifiques et combattre ceux qui constituent une menace ou un risque pour l'humanité ou l'avenir de la planète. Un mode de vie sobre s'impose et il doit être imposé par un cadre approprié. Pour sauver le bateau, il faut tous tirer dans le même sens. Une discipline de fer est le corollaire de cette vision qui risque de n'être partagée ... qu'à un moment ultime de la menace.

III. Le scénario pragmatique

Le progrès et la croissance sont nécessaires. Ils conditionnent le progrès social, en tout cas la pérennité d'un modèle social. Sans croissance, pas de maintien de notre système de protection sociale, pas d'outil pour corriger les inégalités et les écarts de développement, pas de social démocratie possible. Il est plus facile de corriger les inégalités sociales ou la distribution des richesses ou d'opérer un nouveau partage du temps de travail en agissant sur le partage du surplus, de la croissance, des gains de productivité. Toute politique qui remettrait ces fondamentaux serait socialement inacceptable. Au-delà il existe un risque pour la démocratie. Ce n'est pas seulement la vision réformiste social démocrate qui est en jeu mais l'existence même de la démocratie. Cela, bien sûr, n'empêche pas des aménagements à la marge, dans le cadre de ce qui est socialement acceptable. Par exemple : le développement des économies d'énergie, la priorité aux transports publics, un aménagement plus écologique de l'espace et de la ville. De même, le développement d'activités liées au concept de développement durable peut créer des opportunités de développement. De même, les innovations technologiques apportent et peuvent apporter des alternatives intéressantes (absence de rejets de CO²) tout en restant compatibles avec le développement des économies. Dans ce contexte bien sûr il faut moderniser et renouveler le parc nucléaire.

IV. Le scénario impérialiste

L'écologie est-elle un défi pour l'avenir de la planète ? Elle est un enjeu pour l'avenir du capitalisme et des rapports de domination entre pays. Entre autres enjeux le rôle et la place des Etats-Unis face aux nouvelles grandes économies montantes. La politique des Etats-Unis pourrait se lire comme une stratégie en deux temps. Premier temps : refus d'appliquer le protocole de Kyoto, exploitation de toutes les possibilités et ressources actuelles, utilisation de cette période pour préparer de nouvelles réponses technologiques. Le deuxième temps consisterait à tirer avantage des nouvelles solutions technologiques pour reprendre plus tard un tour d'avance avec bien sûr la préconisation de règles environnementales très strictes, au-delà peut être de Kyoto, pour mettre le marché en phase avec les nouvelles solutions et les nouveaux prix afférents à ces innovations rendues incontournables et dont les USA auraient la maîtrise. Exportation de produits, d'ingénierie, location de brevets, etc A noter qu'aujourd'hui certaines entreprises américaines implantées en Europe se donnent pour objectif l'alignement systématique sur les normes des pays les plus strictes sur le plan environnemental, ou bien hygiène et sécurité du personnel : ainsi un établissement implanté en France ou en Italie appliquera la norme danoise ou suédoise si elle est plus exigeante. La stratégie des firmes et peut être de l'Etat américains seraient de se tenir prêts lorsque les changements s'imposeront et ... de les imposer quand ils seront en situation de force pour les produire et les maîtriser.

V. Le scénario « utopiste »

Le nouveau développement pourrait être la recherche d'une combinaison improbable entre une croissance « socialement utile » et les exigences environnementales. En quelques sorte, la réhabilitation d'un vieux concept, ou plutôt d'une vieille utopie : « produire autre chose, produire autrement », promouvoir ainsi un nouveau mode de développement, une croissance nouvelle. Dans ces conditions le contenu de la croissance, la qualité de la croissance, l'examen des conditions de la production de biens et de services (transports, énergie, utilisation facteur humain, consommation d'espaces, locaux d'habitation) importerait autant et davantage que le taux de croissance. Le retour en somme à la vieille formule : « une économie au service de l'homme et non l'homme au service de l'économie ? ». L'homme, à l'échelle de l'histoire, c'est aussi son environnement ... vision purement idéologique dira t-on ! »

La vision utopiste du développement durable pourrait tenir lieu de perspective dans une vision militante de la réalité et des choix ouverts pour la transformer. Deux objections majeures seront faites par les gens sensés et les analystes rigoureux :

- 1) En admettant que les choix soient ouverts, cette façon de « penser la réalité sociale » suppose que l'on sache ce qui est bien et surtout que l'on définisse les critères qui permettent de juger ce qu'il faut faire ou empêcher de faire. Autrement dit, cela revient à mettre en place un « clergé laïc » pour dire le bien et le mal. Au mieux c'est une vision moraliste. Au pire c'est une vision totalitaire : au nom de ce que l'on définit comme bien, ceux qui sont au pouvoir exercent une contrainte sociale. Entre les deux ... le triomphe des experts et d'une technocratie nouvelle ou renouvelée. Peut être pourrait-on, quitte à se faire traiter de nostalgique, pire encore, d'archaïque évoquer les raisons qui ont incité nos ancêtres, les miens en tout cas, à évoquer la **planification démocratique**. Accessoire de musée aujourd'hui qui mériterait peut être de dissocier l'idée de plan, de planification et la philosophie qui sous tendait le concept : c'était l'idée que les choix ne devaient être ni bureaucratiques, ni technocratiques. Peut-être faudrait-il redéfinir le cadre démocratique approprié (démocratie représentative, démocratie d'acteurs, démocratie participative) et assumer le risque à prendre en se rassurant par l'évocation des erreurs commises dans le cadre actuel, erreurs, excès ou bavures du système.

A l'inverse les partisans du scénario **II** raisonnent, bien que pacifistes, en termes d'économie de guerre (survie ou mort de l'environnement nécessaire à la vie humaine).

Enfin le développement durable, tel qu'il est aujourd'hui défini, considère la démocratie comme le troisième pilier du concept avec l'environnement et la dimension sociale.

- 2) L'objection la plus forte tient au rapport des forces. En intégrant le virage des médias sur le sujet et le poids de l'opinion, il paraît possible d'accompagner, d'infléchir la logique globale de développement, mais le réalisme commande le pragmatisme (discours, objectifs des propositions).

Cela concourt à faire du scénario **III** le scénario privilégié. Avec un discours soft et des moyens soft : le bon exemple, la notation sociale, l'action des citoyens consommateurs sur le choix des produits, utiliser les cartes du système pour contrer le système : investissons le marché, l'actionnariat, les lieux où sont censés se définir les stratégies des firmes. Mais nous préférons les règles à ces prétendus codes de bonne conduite.

Le scénario **III** peut être durci en exigeant des règles, des normes, une finalisation stricte des aides, un accompagnement des acteurs publics (Etat, collectivités, entreprises) un engagement cohérent des collectivités et de l'Etat dans les domaines qui les concernent : transports, urbanisme, construction, maîtrise du sol, cohésion sociale, système de concertation et de participation. La cohérence des décisions des collectivités n'est déjà pas aisée à obtenir. Mais la fixation de règles s'oppose radicalement à la logique de ... dérégulation. Sauf lorsqu'il est question de sécurité avec des risques qui peuvent coûter ... une victoire électorale !

| |
|---|
| Le scénario III pourrait être une base stratégique, évolutive en fonction des rapports de force et le scénario V la perspective vers laquelle il faut tendre. ??? |
|---|